



Les abolitions de l'esclavage

Jean Charles Léonard Sismonde de SISMONDI, « De la condition dans laquelle il convient de placer les nègres en les affranchissant », Revue mensuelle d'économie politique, 1833, extrait.

L'économiste Sismondi consacra plusieurs écrits à la question de l'interdiction de la traite négrière et de la suppression de l'esclavage. Il se prononça pour une émancipation graduelle. Il collabora régulièrement aux travaux et réunions du Groupe de réflexion de Coppet formé par Germaine de Staël.

« Si la France n'a dès-lors plus montré d'ardeur pour l'abolition de l'esclavage, si elle ne s'en est en quelque sorte plus occupée, jamais la conscience publique n'a reconnu l'esclavage, jamais les hommes qui pensent et qui sentent n'ont cessé de déclarer que le système selon lequel les colonies sont administrées est aussi criminel que dangereux ; que chaque homme, quelles que soient sa race et sa couleur, a droit à la protection des lois et à la libre disposition de sa personne et de son travail ; que s'il est soumis à des châtiments, sans tribunaux et sans lois, que s'il souffre tout ce que l'homme peut souffrir sans avoir commis d'injure, il éprouve un degré de violence et d'injustice qui met en danger la société tout entière.

Cependant un grand événement, un événement sans exemple encore dans l'histoire du monde, vient aujourd'hui provoquer une décision presque immédiate sur une question que la politique aurait peut-être, en dépit de la morale, ajournée plusieurs années encore. La nation d'Europe qui a le plus d'esclaves, la nation peut-être qui a le plus péché contre la race nègre, et pour qui la réparation était le plus difficile, vient, avec une admirable générosité, de racheter ceux qu'elle avait privés de leurs droits, et de se racheter elle-même de ses remords. L'Angleterre, accablée de dettes, tourmentée par la souffrance de sa population ouvrière, (...) vient de voter vingt millions de livres sterling, ou 500 millions de francs, pour racheter toutes les victimes de l'odieux brigandage que des lois qu'elle se reproche avaient autorisé.

La plus grande partie de la population nègre dans les îles du golfe du Mexique va donc être rendue à la liberté. Il serait injurieux pour la France de supposer qu'elle continuera à prêter la main aux colons, pour les maintenir dans l'exercice d'une criminelle violence sur des hommes que les Français considèrent comme des égaux, et pour conserver un monopole que la France en général regarde comme injurieux pour elle-même. (...)

L'affranchissement des nègres dans les colonies françaises est un fait prochain qui ne peut plus être retardé, qui ne peut plus être mis en doute. Il ne reste plus qu'à songer à rendre la transition du système de l'esclavage à celui de la liberté, la plus heureuse et la plus douce possible, qu'à assurer l'industrie, le progrès et le bonheur des affranchis, qu'à sauver la fortune de ceux qui l'avaient engagée dans des entreprises que la morale condamne, mais que sanctionnait la loi de leur pays, qu'à conserver enfin la culture et la civilisation dans des pays où de grandes richesses matérielles avaient été créées. »